

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: - (2007)
Heft: 75

Artikel: Giuliano Bonoli: "Sans Etat social, c'est l'impasse"
Autor: Hafner, Urs
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-971285>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Giuliano Bonoli: «Sans Etat social, c'est l'impasse»

PAR URS HAFNER

PHOTOS MARTINE GAILLARD

Giuliano Bonoli étudie les différents systèmes d'Etat providence en Europe. Pour ce politologue lauréat du Prix Latsis national 2007, une chose est claire : l'Etat social a besoin d'être réformé, en Suisse aussi.

Votre eau minérale, vous la voulez avec ou sans gaz ?» Ça ne peut pas être un hasard si Giuliano Bonoli a donné rendez-vous à son interlocuteur dans l'un des self-services du géant du commerce de détail organisé autrefois sur le mode coopératif. Car coopération et soutien réciproque sont deux notions qui pourraient parfaitement résumer les motivations scientifiques de ce politologue qui s'intéresse aux différents systèmes d'Etat providence en Europe et plus particulièrement en Suisse. Or pour Giuliano Bonoli, cela ne fait aucun doute, notre Etat social a besoin d'être réformé s'il veut avoir un avenir. «L'Etat social est de la plus haute importance pour l'existence de la Suisse, explique-t-il. Il garantit sa cohésion sociale. C'est à lui que nous devons notre niveau de vie relativement élevé et notre faible criminalité.»

Giuliano Bonoli est le lauréat du Prix Latsis national 2007, une distinction qui lui a été remise par le Fonds national suisse sur mandat de la Fondation Latsis à Genève pour ses recherches en sciences sociales. Ce politologue a grandi au Tessin, obtenu sa licence à l'Université de Genève, puis effectué sa carrière scientifique avant tout à l'étranger: à Milan, Kent, Bath, Florence, Cologne, Leeds et Canterbury. Sa thèse de doctorat «The Politics of Pension Reform», publiée en 2000, est considérée

comme l'une des contributions comparatives les plus importantes dans le domaine des systèmes européens de sécurité sociale. Depuis 2005, ce scientifique polyglotte est responsable de la chaire de «Politiques sociales» à l'Institut de hautes études en administration publique (Idheap) à Lausanne. Il est parallèlement chargé de cours à l'Institut européen de l'Université de Bâle. Et lorsqu'il trouve le temps, ce père de deux petits enfants s'adonne au jogging. Cette année, il a participé à la course Morat-Fribourg.

Dangereux vieillissement

Selon Giuliano Bonoli, l'Etat social a absolument besoin d'être réformé sous peine de voir ses ressources financières s'épuiser. Deux raisons à cela: l'alarmant recul de la natalité et un monde du travail marqué par le chômage de longue durée et des conditions de travail incertaines. Résultat, l'Etat dispose de moins de moyens financiers, alors qu'il en aurait besoin d'urgence. Giuliano Bonoli propose de le réformer en empruntant une troisième voie, qui n'est pas celle des néolibéraux qui souhaitent réduire l'Etat au minimum ni celle de la social-démocratie syndicale qui refuse strictement de s'écartier du statu quo. Cette troisième voie est celle d'une politique étatique de l'investissement social qui se donne les moyens de combiner une économie compétitive avec

un Etat social fort. Giuliano Bonoli juge exemplaire à cet égard la politique pratiquée de longue date par les pays scandinaves.

Mais comment faire avancer l'investissement social ? Giuliano Bonoli cite deux exemples: une offensive étatique en matière de places de crèche et la réinsertion de chômeurs de longue durée. La première permettrait d'encourager l'entrée des femmes sur le marché du travail, ce qui accroîtrait la productivité économique et ralentirait le vieillissement de la population. Si les femmes – et les hommes – voyaient qu'ils disposent de places de garde pour leur progéniture, ils seraient

«Un Etat social fort pourra également accélérer la réinsertion économique des chômeurs de longue durée.»

plus enclins à mettre au monde et à élever des enfants tout en restant professionnellement actifs. Et ils contribueraient à leur tour en tant que salariés à l'augmentation de la productivité et au financement des systèmes d'assurance sociale. Comme l'Etat doit pouvoir disposer de suffisamment de ressources pour une politique d'investissement social, le chercheur est opposé aux baisses d'impôts. Il saluerait en revanche une augmentation de la TVA, qui reste nettement inférieure en Suisse à la moyenne européenne.

Un Etat social fort pourrait également accélérer la réinsertion économique des chômeurs de longue durée. Sur ce plan, Giuliano Bonoli estime qu'il faut abandonner la politique menée jusqu'ici. Des incitations positives et négatives sont



Des chercheurs de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne développent de nouveaux outils statistiques pour mieux comprendre et prévenir les événements extrêmes, dans le domaine environnemental notamment, mais pas seulement.

PAR MARIE-JEANNE KRILL
PHOTO VINCENT LAFORET

Modéliser



Réchauffement climatique oblige, inondations, glissements de terrains, tempêtes, canicules et records de sécheresse devraient à l'avenir se multiplier et gagner en intensité. Avec des conséquences qui pourraient se révéler catastrophiques pour les sociétés humaines. Ces événements extrêmes étant par définition rares, il est toutefois difficile de les prévenir et de les modéliser. D'où l'importance de développer de nouvelles méthodes statistiques pour mieux les cerner. C'est à quoi s'attelle une équipe de recherche de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) dirigée par le professeur de statistique Anthony Davison.

«Les récentes avancées de la statistique des extrêmes et l'augmentation des données fiables et quantifiables à disposition offrent aujourd'hui un potentiel intéressant pour la mise au point de modèles et d'instruments capables de calculer la fréquence et l'impact de tels phénomènes exceptionnels», fait valoir le professeur de l'EPFL.

Même si elle connaît actuellement un regain d'intérêt et des développements prometteurs depuis les années nonante, la statistique des événements extrêmes n'est pas pour autant un domaine de recherche nouveau. Des modèles probabilistes pour

«L'aide sociale est contre-productive car elle stigmatise celles et ceux qui en bénéficient.»

bel et bien nécessaires, à ses yeux, pour éviter aux sans-emploi le piège de l'aide sociale, «mais les incitations positives, comme d'offrir aux chômeurs de longue durée des perspectives de gain et des opportunités, devraient l'emporter sur les incitations négatives, c'est-à-dire sur la sanction d'un engagement insuffisant», explique-t-il. Selon lui, l'aide sociale est par ailleurs contre-productive car elle stigmatise celles et ceux qui en bénéficient comme n'étant plus à la hauteur. Les gens qui ne sont presque plus productifs dans le processus de travail, pour des raisons de santé par exemple, pourraient échapper à la dépendance de l'aide sociale si l'Etat leur offrait des crédits d'impôts.

Revenu de base

Et que pense le politologue du revenu de base sans condition qui fait actuellement l'objet d'un débat chez les sociologues allemands et prévoit que tout citoyen reçoive de l'Etat une somme qui lui permettrait de vivre, indépendamment de son taux d'activité professionnelle ? Il se dit sceptique et trouve l'idée «très abstraite». Il doute aussi bien de sa faisabilité économique que politique. Pour lui,

l'idée que l'on touche de l'argent sans travailler ne pourrait pas rallier de majorité en Suisse où seule l'AVS est acceptée de tous.

Mais la politique de l'investissement social prônée par Giuliano Bonoli ne fait pas encore l'objet d'une large adhésion, elle non plus. «Aucun des partis gouvernementaux ne prône une politique qui s'en rapproche, note-t-il. Le PDC défend un modèle familial traditionnel, le PS le droit pour chacun de revendiquer des prestations étatiques, le PRD ne veut pas d'un Etat fort et pour l'UDC, l'idée n'entre même pas en ligne de compte.» Le professeur de l'Idheap estime donc qu'il est d'autant plus important que le monde politique prenne connaissance des recherches et des discussions du monde scientifique à ce sujet.

Des sciences sociales appliquées et liées à une pratique sociale et politique, une science qui modifie les rapports sociaux, voilà ce qui tient à cœur à cet homme engagé. Avec les 100 000 francs dont est doté le Prix Latsis national, Giuliano Bonoli aimerait mettre sur pied une collaboration avec des organisations non gouvernementales pour encourager et accompagner le retour de bénéficiaires de l'aide sociale dans le monde du travail. De tels programmes, il en est convaincu, encouragent les rapports de confiance entre chômeurs et employeurs, et contribuent à maintenir l'existence de l'Etat social. ■